**Amy Otchet, *Les dangers du laisser-faire,* dans *La tentation de l'enfant parfait,* Courrier de l'Unesco n° 1205, 1999, p. 27-28**

" Grâce à QualGene, vous pouvez avoir l’embryon le plus parfait du marché! Ne vous en remettez pas au hasard pour vos chers enfants ! " Ce type de slogan publicitaire ne va pas tarder à apparaître aux Etats-Unis, affirme le Dr Jeffrey Botkin, généticien spécialisé en pédiatrie et en bioéthique. Les Américains sont prêts à faire l’impossible pour aider leurs enfants à réussir. Pourquoi ne pas leur donner un coup de pouce décisif en sélectionnant le « meilleur » dans un lot d’ovules fécondés, ou en perfectionnant génétiquement l’enfant à naître?

« Bienvenue dans l’univers de l’eugénisme du laisser-faire! », lance Arthur Caplan, l’une des voix les plus écoutées en bioéthique. Pour ce professeur de l’Université de Pennsylvanie, la perspective est « la liberté de choisir le profil de ses enfants, étant bien entendu qu’on n’a le droit ni de les tuer, ni de leur faire du mal, ni de les changer en pire. S’il n’y a aucun risque, on ne voit pas en quoi il serait critiquable d’essayer d’améliorer biologiquement son enfant ».

Pas d’accord, rétorque le philosophe Philip Kitcher de l’Université Columbia, inventeur de l’expression « eugénisme du laisser-faire ». « La course à l’argent va maintenant concerner l’utérus. J’espérais mieux! Je vois bien aujourd’hui où est la racine du problème. Elle est au cœur de la société capitaliste : la pression pour être compétitif. Les parents qui en ont les moyens vont se sentir obligés de donner à leurs enfants “l’étoffe génétique qu’il faut”. »

Les généticiens mettront au point de nouvelles techniques pour examiner les embryons et peut-être un jour les améliorer et « les parents seront déchirés entre leur désir d’agir au mieux pour leur enfant et leur vision des préjugés et des inégalités qui les entourent », prévoit Philip Kitcher. Imaginons un couple en train de choisir dans un lot d’œufs fécondés in vitro et supposons que les chercheurs aient découvert des gènes liés à une inclination pour l’homosexualité. « On peut être sûr que certains parents diront alors : “Nous sommes sans préjugé mais, pour une lesbienne, c’est trop dur de vivre dans notre société”. » Les tests génétiques serviront à éliminer les « indésirables », selon Kitcher, exactement comme l’amniocentèse sert aujourd’hui en Chine et en Inde à sélectionner le sexe de ses enfants. Cet eugénisme du laisser-faire s’insinuera sournoisement, parce qu’on va de plus en plus recourir à la génétique pour s’épargner des problèmes sociaux, sans les résoudre. La couleur de la peau risque d’être perçue comme un handicap social : un couple afro-américain pourra chercher à avoir un bébé blanc. Les médecins refuseront peut-être, mais la question du rôle de l’Etat est posée : doit-il ou non réglementer la sélection des embryons et demain, leur éventuel « perfectionnement » ?

Une réglementation par la loi «est peu probable et, à mon sens, peu souhaitable », estimeArthurCaplan: aux Etats-Unis, «on considère que la meilleure réponse a ux problèmes de la conception et de la procréation est le choix laissé aux individus ». (...) De plus, poursuit Arthur Caplan, comment l’Etat pourrait-il limiter les aptitudes que les parents peuvent offrir à leurs enfants, alors qu’ils ont pratiquement carte blanche en matière de religion et d’éducation notamment ? Améliorer génétiquement un embryon, observe-t-il, n’est pas « programmer » un enfant. Une éducation religieuse stricte pourrait constituer pour un bambin un moule autrement plus contraignant que le renforcement de ses aptitudes sportives, par exemple. Si on lui donne meilleure mémoire, où est le mal?

Pour Philip Kitcher, ce sont les effets cumulés des décisions individuelles qui posent problème. Si les parents choisissent tous certains traits et non d’autres, nous aurons une société plus homogène. Non que nous risquions d’aboutir à une nation hollywoodienne de chérubins blonds, joufflus, aux yeux bleus. Philip Kitcher craint plutôt de voir le choix des traits réduire le respect de la différence, renforcer le racisme et creuser l’abîme entre ceux qui ont et ceux qui n’ont pas les moyens de s’offrir des services génétiques dernier cri.

Ce sera moralement regrettable, admet Arthur Caplan, mais «on n’y échappera pas ». Limiter la liberté individuelle au nom du bien commun ne serait pas conforme à l’American way. «Nous comptons sur la sagesse des choix individuels pour obtenir le mieux, et non sur une idée consensuelle du bien collectif. »